

Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex
<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/> • cgt.dr31@dgfip.finances.gouv.fr

Toulouse, le 5 juillet 2016

SERVICE PUBLIC DE PROXIMITE Pétition pour le maintien des trésoreries d'Aspet, Aurignac et l'Isle-en-Dodon samedi 9 juillet sur les marchés

Au titre des restructurations pour l'année 2017, la Direction Régionale des Finances Publiques de Haute-Garonne a annoncé aux organisations syndicales, au mois de mars dernier, **la fermeture des trésoreries d'Aspet, Aurignac et l'Isle-en-Dodon.**

C'est un véritable acharnement que subit le Comminges !

Déjà en 2008, la direction voulait fermer ces trois mêmes trésoreries ! Après une lutte exemplaire des élus, de la population et de la CGT Finances Publiques, le projet avait été abandonné.

En 2015, la direction essayait de diviser et menaçait de rayer de la carte la seule trésorerie de l'Isle-en-Dodon. La CGT Finances Publiques 31, avec l'Union Locale CGT Comminges était repartie en lutte avec les élus et la population.

Comme en 2015, la CGT Finances Publiques 31, qui avait interpellé la candidate aux élections régionales Mme Delga, l'a rencontré le 31 mai dernier. **Mme Delga a dit qu'elle combattrait les fermetures des trésoreries d'Aspet et Aurignac !**

Dès ces annonces de fermetures, les militants de la CGT Finances Publiques 31 sont venus sur les marchés des 3 communes informer habitants et élus.

Alors qu'en Haute-Garonne, les commissions d'affectations sont en cours, le directeur fait, encore cette année le choix, de ne pas pourvoir les postes dans ces trésoreries alors que plusieurs collègues souhaitent y travailler !

Fort de quelques délibérations votées dans certaines communes concernées, la CGT Finances Publiques 31 reviendra, **ce samedi 9 juillet, sur les marchés d'Aspet, Aurignac et l'Isle-en-Dodon afin de faire signer la pétition pour le maintien de ce service public de proximité.** Cette pétition est déjà disponible dans les mairies concernées.

Ces projets de fermetures de sites sont soumis à l'avis du ministre des finances.

Il vient d'ailleurs de décider d'annuler les fermetures des trésoreries de Saint-Pol-sur-Mer (59) et Picquigny (80).

Nous demandons un moratoire sur les fermetures des services publics.

Nous appelons les élus, la population à se rassembler et mener la lutte pour un service public de proximité et de pleine compétence.